A contretemps N° 16 Avril 2004 www.acontretemps.plusloin.org

De l' « innocentisme » et de ses limites

Carlos FONSECA
Le Garrot pour deux innocents
L'Affaire Granado-Delgado,
Traduit de l'espagnol par Alain Pecunia
(Editions CNT-RP, 226 p., 2003).

Jean-Marc ROUILLAN
Alès dédain
Une résistance libertaire espagnole oubliée
(CNT Alès, 40 p., 2003).

C'EST avec précaution qu'il faut manier les mots, surtout quand le sujet se prête au lyrisme et que, de surcroît, il agite sincèrement certaines consciences. Depuis quelque temps en Espagne, et désormais en France, une campagne de réhabilitation occupe partie des libertaires. Il s'agit de demander à l'Etat espagnol de reconnaître l'innocence de deux militants anarchistes – Joaquín Delgado et Francisco Granado – garrottés le 17 août 1963 pour des actes qu'ils n'avaient pas commis. Le livre de Carlos Fonseca, *le Garrot pour deux innocents*, initialement publié en 1998 en Espagne et désormais disponible en français, s'inscrit pleinement dans cette démarche « innocentiste ».

L'histoire de la lutte armée antifranquiste menée tout au long de la dictature par des groupes libertaires reste à faire. Pour être crédible, elle devra éviter la fascination ou le rejet, distinguer le vrai du faux et s'attacher à tirer, objectivement, le bilan de ses hauts faits, mais aussi de ses faiblesses et de ses ratés. Il faudra sans doute quelque temps encore pour que la légende, naturellement véhiculée par les derniers témoins de la geste, cède la place au regard critique et dépassionné de l'historien sur une période qui agita autant de cauchemars que de rêves.

Cette histoire-là est terriblement complexe, parce que foncièrement humaine. Elle plonge ses racines dans le désespoir des défaites, mais aussi dans l'illusion antifasciste, constitutive du mythe du soulèvement populaire. Elle rejoint cette ancienne croyance anarchiste en l'acte exemplaire et désintéressé que professèrent tant de théoriciens de la noble cause du tyrannicide. Elle se brise sur l'aveuglement des consciences. Elle tourne en rond, refusant de voir que la domination des esprits ne se règle pas à coup de dynamite et que la servitude volontaire est plus forte qu'un escadron de la garde civile. Il y a du romantisme, indéniablement, dans l'entêtement de ces hommes, une bonne part d'idéalisme aussi, comme il y a chez eux la volonté de ne pas accepter l'évidence : aucune minorité agissante, pour justes que soient ses raisons, ne saurait, à elle seule, détruire un système que, coalisé, le capitalisme international a décidé de soutenir. Admettre cela, c'est installer la faille au cœur d'un dispositif mental entièrement tourné vers la lutte et admettre que le combat est perdu d'avance. Or ce combat est précisément devenu, pour ces guérilleros perdus, leur unique raison de vivre sans déméríter – ou de mourir pour quelque chose, ce qui somme toute revient au même. On ne renonce pas facilement à son honneur quand on est espagnol et, par idiosyncrasie, quelque peu don-quichottesque, c'est-à-dire seul contre tous, y compris contre l'Organisation qui, chez les anarchistes, peut aussi être un monstre froid.

Il n'est pas de combattant de la lutte armée libertaire qui, en Espagne franquiste, ne fût au courant des risques qu'il prenait, et ce quelque fût son degré d'implication dans la lutte. Au bout du chemin, il y avait la prison – et pour longtemps – ou, plus sûrement, la mort. A l'heure des comptes, il ne faudrait pas l'oublier. Ils savaient ce qu'ils risquaient.

L'histoire, c'est le flux du temps. Celle de la résistance libertaire armée au franquisme implique une périodisation précise. L'Espagne de l'immédiat après-guerre n'est pas celle des années 1960, et à fortiori celle des années 1970. Le rapport des noyaux de combattants avec le Mouvement libertaire espagnol (MLE) en exil n'est pas le même selon la période étudiée : il peut être serré, lâche ou totalement absent. Sabaté et Facerías moururent en francs-tireurs, abandonnés par les instances de l'exil et condamnés par elles. Delgado et Granado furent envoyés en Espagne par le groupe Defensa Interior (DI), un organisme secret du MLE chargé de coordonner, au début des années 1960 et pour un très court temps, la lutte armée anti-franquiste. Le Groupe 1er-Mai agissait en son nom et pour son compte au cours des années 1960 et 1970, sans autre lien organique qu'avec une squelettique Fédération ibérique des jeunesses libertaires (FIJL) mise au ban du MLE. Puig Antich et le MIL n'avaient aucun lien organique – et ne cherchaient surtout pas à en avoir – avec le MLE en exil, qui les condamna sans nuance. Ainsi, et malgré certaines prétentions évidemment propagandistes à donner cohérence et continuité à cette longue histoire, il semble pertinent de relever qu'elle fut très différente d'une période à une autre et que, d'une certaine manière, ses effets cumulés se soldèrent par un échec global puisque Franco mourut dans son lit, ce qui ne saurait être interprété autrement que comme le simple énoncé d'un fait vérifiable.

Une fois ces remarques préliminaires établies, il convient d'insister sur un point : sans nier ses fondements mêmes, la valeur d'un combat anti-étatique ne saurait, en aucun cas, se mesurer à l'aune de l'innocence ou de la culpabilité. Innocents d'avoir commis les actes qu'on leur imputa, Granado et Delgado l'étaient, comme ils étaient coupables d'être des combattants d'une armée des ombres en mission à Madrid pour assurer la logistique d'un attentat contre Franco. Innocents ou coupables, c'est toujours le pouvoir qui décide. Lui demander aujourd'hui réparation de son crime d'hier, c'est sans doute prendre le risque, au nom de l'innocence et avec les meilleurs intentions du monde, de renvoyer Granado et Delgado à cette catégorie abstraite des morts pour rien.

Ce risque, Jean-Marc Rouillan le relève à sa façon, un peu grandiloquente, dans un court texte – *Alès Dédain* – qui fait écho au livre de C. Fonseca et qui, le temps d'un dialogue entre activistes de la décennie suivante, prend son exact contre-pied : « Ils avaient choisi, écrit-il, d'être coupables, coupables à en crever, et quand tu dis qu'ils étaient innocents, tu utilises des notions qui n'étaient pas les leurs. En insistant sur cet aléa judiciaire, tu injuries leur choix de franchir la frontière. Tu nies le sens qu'ils donnèrent à leur vie… » Le cœur du débat est sans doute là, dans ce franchissement de frontière, dans cette entrée consciente en des territoires où l'innocence n'existe pas.

On dira ici ou là que la thèse de J.-M. Rouillan – dont on connaît la situation de prisonnier perpétuel –, procède de son système de défense et qu'elle n'est pas exempte d'auto-légitimation et de fascination pour son propre parcours. Certes, il y a de cela, mais elle a le mérite, cette thèse, de ne pas s'en tenir, comme celle de C. Fonseca, à la morale commune, celle qui voit dans l'innocent une victime et dans la réparation une juste cause. Citons encore : « Le droit, la loi… n'ont rien à voir là-dedans… c'est une affaire de guerre. La vieille guerre se poursuit à travers nous… en nous. Alors, être coupable ou innocent ne signifie rien… » Avec ses mots taillés dans la haine d'un monde qui le broie quotidiennement, J.-M. Rouillan saisit une dimension que C. Fonseca ignore avec constance, ce point de non-retour que suppose cette entrée en guerre, cette irrévocabilité du choix clandestin.

De ce point de vue, la comparaison qu'opère *le Garrot pour deux innocents* entre l'affaire Sacco-Vanzetti et l'affaire Granado-Delgado n'a de valeur qu'émotionnelle, car elle résulte historiquement fausse. La première relève d'un Etat de droit qui s'est mis en tête de criminaliser les anarchistes et porte son choix sur deux victimes expiatoires qui ne sont pas, à ce qu'on sache, en situation de guerre, autre que sociale contre le gouvernement des Etats-Unis. La seconde est le fait d'un Etat d'exception permanent, en guerre ouverte contre ceux qui le combattent – en guerre, insistons bien, comme l'étaient, de leur côté et c'est leur honneur, Granado et Delgado. L'un, l'autre, les deux ensembles auraient pu être liquidés au coin d'un bois, sans procès, comme tant d'autres qui étaient effectivement coupables d'avoir accepté le combat frontal avec ce régime abominable. Sacco et Vanzetti, eux, n'avaient rien choisi du tout, sauf de croire au rêve d'anarchie et un peu à l'Amérique. La différence tient aux circonstances et celles-ci ne sauraient être brouillées, même pour la bonne cause.

J.-M. Rouillan invente, quant à lui, d'autres paternités, plus proches de son imaginaire, à ses héros espagnols, qu'il situe dans la lignée des « destinées désespérées » des régicides ou de Caserio. Armés de leur « dédain » et « déracin[és]de l'ordinaire quotidien », ils auraient décidé, poursuit-il, « d'être l'acte lui-même », de « s'opposer », y compris à l'anarchisme « prévoyant ». On ressent, bien sûr, quelque irritation devant tant de pathos, quelque répugnance également – avouons-le – devant un tel culte du martyrologe, mais J.-M. Rouillan a ses raisons quand il écrit : « Je suis encore et en quelque sorte du côté des vaincus. Peut-être est-ce mieux ainsi… comme une façon rationnelle de ne jamais être menacé de remords. » Ce « remords », par exemple, qui monte du livre de C. Fonseca et finit par submerger l'histoire, ce remords qu'éprouvent, depuis juillet 1963, Antonio Martín et Sergio Hernández, responsables des deux attentats madrilènes programmés par le groupe Defensa Interior (DI) et pour lesquels Granado et Delgado furent condamnés à mort.

Parlons de cette guerre, donc. Des hommes qui la menèrent et de ceux qui, mandatés par le MLE, la coordonnèrent. Nous sommes en 1961. Après quinze ans de division fratricide, la CNT vient de se réunifier. Dans l'euphorie du moment, ses militants décident, par un accord unanime de congrès, de se doter d'un organisme – le DI, dit aussi le « sous-marin » – chargé de coordonner, depuis la France et de façon organique et centralisée, un activisme libertaire qui avait été, jusqu'alors, le fait de groupes épars de combattants. Il s'agit donc, du moins sur le papier, de passer à un stade supérieur de lutte frontale contre l'Etat espagnol.

A défaut de traquer l'histoire et de la restituer dans toute sa complexité, on ne peut pas comprendre grand-chose à cette expérience du DI. Or, pour écrire son livre, C. Fonseca s'est alimenté à une source unique – le témoignage d'Octavio Alberola, dernier survivant du DI – et s'en est tenu à son seul point de vue [1], sans chercher à le confronter aux archives. Pourtant, l'activité du DI suscita au sein du MLE – de l'exil et de l'intérieur – assez de débats pour qu'il en demeure quelques traces écrites, qui auraient sans doute mérité d'être exhumées pour l'occasion.

L'explication – courte – qui, d'après C. Fonseca, lie la rapide paralysie, puis disparition, du DI à la résistance, en son sein, des seuls éléments « immobilistes » fait l'impasse sur d'autres motifs : la difficulté de mener parallè-

[1] Point de vue déjà exprimé par Octavio Alberola et Ariane Gransac dans *l'Anarchisme espagnol et l'action révolutionnaire internationale (1961-1975)*, Christian Bourgois, 1975. Les autres membres du DI ont été moins diserts sur le sujet, du moins publiquement.

lement plusieurs lignes à la fois, le manque de disposition d'une organisation légale ayant pignon sur rue à risquer sa propre mise hors la loi, la presque immédiate assimilation du « sous-marin » aux seules Jeunesses libertaires – qu'O. Alberola représentait en son sein – et les évidentes carences du DI en matière d'organisation, de planification et de recrutement. Sur ce dernier point, le livre de C. Fonseca donne, pourtant, une idée assez précise des ratés – dont l'affaire Granado-Delgado – qu'il accumula en peu de temps. L'accord de 1961, vénéré par les partisans de la ligne dure, était de fait matériellement impraticable, ce que ne tardèrent pas à comprendre les « immobilistes » – Germinal Esgleas et Vicente Llansola – qui jouèrent, alors, le pourrissement pour en finir avec le DI et parvenir à leurs propres fins, en éliminant, Roque Santamaría, secrétaire du secrétariat intercontinental de la CNT de l'époque, dont la position « centriste » ne leur convenait pas davantage qu'à O. Alberola, ce qui explique sans doute que C. Fonseca ne juge pas nécessaire de l'analyser un seul instant.

C'est donc dans ce cadre conflictuel et hasardeux qu'est recruté Francisco Granado, jeune émigré d'Alès qui se sait atteint de leucémie et condamné à brève échéance. Le jeune homme, d'après C. Fonseca, n'a aucun passé politique. Il veut faire quelque chose avant de mourir et offre ses services à qui voudra. O. Alberola les accepte aussitôt, malgré les réticences de Vicente Martí, son contact à Avignon. Le 14 mai 1963, F. Granado part pour Madrid, le coffre de sa voiture bourré d'armes et d'explosifs. Il n'en reviendra pas. Pas plus que Joaquín Delgado, membre des Jeunesses libertaires, parti le récupérer le 28 juillet. Il sera pris, lui aussi, dans la nasse madrilène à la suite du double attentat commandité par le DI et exécuté par A. Martín et S. Hernandez, le lendemain de son arrivée. Voilà. Le récit de cet enchaînement tragique, on le trouvera dans *Garrot pour deux innocents.* Quant à savoir si le propre DI n'eût pas quelque responsabilité dans l'affaire Granado-Delgado, la question n'est simplement pas posée. Seule une légère gêne perceptible dans certaines explications fournies par O. Alberola, son principal coordonnateur, indique, là encore, que le remords peut aussi jouer des tours aux plus endurcis.

Au bout du compte, c'est donc bien ce remords qui fait question, ce remords que refuse J.-M. Rouillan, celui qui perce chez O. Alberola, celui qui trouble encore les nuits d'A. Martín et de S. Hernandez. Et c'est encore ce remords qui alimente une campagne « innocentiste » dont la dimension auto-justificatrice fixe, évidemment, la principale limite. Reconnus innocents – et ils le seront sûrement un jour –, Granado et Delgado rejoindront la longue cohorte des victimes du franquisme, mais, de tragique, leur histoire deviendra banale. Nulle part, il ne sera écrit que l'un et l'autre étaient en guerre, leur image finira par se brouiller et leur combat par se perdre dans la vague mémoire d'une époque sanguinaire où les justes périssaient sans cause ni raison.

En postface du livre de C. Fonseca, un Groupe pour la révision de procès fait le point de la campagne entreprise depuis la publication en espagnol – 1998 – de *Garrot pour deux innocents* et conclut ainsi son appel : « Nous avons donc commencé une campagne auprès des partis, des organisations syndicales et de la société civile, pour appuyer cette initiative, car elle a pour objectif d'obtenir une condamnation institutionnelle des sentences prononcées par la justice franquiste. Ce qui serait d'une grande importance pour faire aboutir toutes les demandes qui depuis quelques années ont été présentées dans le but de réhabiliter la mémoire des victimes de la répression franquiste : les fusillés et enterrés dans des fosses communes, les personnes disparues, les condamnés aux travaux forcés, les exilés. »

De l'autre côté des Pyrénées, une nouvelle génération retrouverait, dit-on, la mémoire, celle-là même qu'un pacte du silence négocié entre vainqueurs et vaincus, lors de ladite « transition démocratique », avait tout fait pour enterrer. Soit. Il n'est pas sûr, cependant, que les libertaires aient quelque chose à gagner à se situer sur le terrain de la réparation étatique. Sauf à renoncer à leur propre histoire, dont l'activisme – ou la résistance armée – est partie intégrante et qu'il faut pleinement assumer, jusque dans ses erreurs. Sans remords ni fascination. Avec un regard suffisamment critique pour en faire, aujourd'hui, le récit objectif. Cette histoire où Granado et Delgado eurent leur part, comme combattants et non comme victimes.

José Fergo